
de Romain Elleboode, Elise Bultel, Joël Vigneau, Florent Renaud

aux utilisateurs des données relatives aux paramètres biologiques

date & réf. 11/10/2024

copie : **Évaluateurs et coordinateurs de campagnes halieutiques**

Objet : Contexte et précisions sur la création et la mise en œuvre du Plan de Travail National (PTN) pour l'action ObsBio.

La collecte de paramètres biologiques réalisée dans le cadre de l'action ObsBio du Système d'Informations Halieutiques (SIH) répond aux obligations de la réglementation internationale et la politique européenne de gestion de la pêche par le biais du Plan de Travail National (PTN) en vigueur pour 3 ans. Afin d'améliorer la compréhension de ce support de travail et de clarifier la contribution de l'Ifremer à sa définition et sa réalisation pour l'action ObsBio, toutes les informations et références essentielles ont été regroupées dans ce document.

1 Obligations réglementaires

L'article 25 de la Politique Commune des Pêches (PCP, règlement UE n°1380/2013) définit les principes de collecte de données scientifiques aux fins de la gestion des pêches. Par exemple, actuellement, certains utilisateurs finaux de ses données (e.g., DGAMPA, CE, CSTEP) souhaitent répondre aux questions soulevées dans le cadre du renouvellement des navires de pêche des régions ultrapériphériques et du cofinancement européen. L'encadrement de cette collecte est complété par trois règlements principaux, consultables sur le site <https://eur-lex.europa.eu/>.

Le premier, datant de 2017 et portant la référence 2017/1004, est intitulé « Règlement **relatif à l'établissement d'un cadre de l'Union pour la collecte, la gestion et l'utilisation de données dans le secteur de la pêche et le soutien aux avis scientifiques sur la politique commune de la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 199/2008 du Conseil** ». Dans ce règlement-cadre de la « Data Collection Framework » (DCF)¹, deux considérants précisent le rôle clé des utilisateurs finaux de la donnée pour notre démarche de construction de plans d'échantillonnage :

« (13) Il convient de recenser **les besoins des utilisateurs finaux de données scientifiques** et de préciser les données à collecter au titre du présent règlement. [...] »

« (14) À des fins de simplification et de rationalisation, il convient de sélectionner les informations à collecter en fonction de **besoins clairement définis** par les utilisateurs finaux de données scientifiques, en tenant compte de la pertinence scientifique et de l'utilité desdites données. »

¹ https://dcf.ec.europa.eu/general-information/current-legislation_en

Ainsi, il est important de noter que la collecte de données vise à répondre aux besoins des utilisateurs finaux, que sont les experts contribuant aux groupes de travail internationaux en charge d'évaluer les ressources halieutiques et les écosystèmes, ainsi que de fournir des avis de gestion des stocks exploités par les flottilles européennes². Cela concerne non seulement les stocks des eaux européennes, mais également ceux exploités par les flottilles européennes hors de ces eaux.

Deux autres publications au Journal officiel de l'Union européenne constituent des règlements d'application du règlement 2017/1004, cité précédemment, portant les références 2021/1167 et 2021/1168 et définissant avec précision les objectifs à atteindre.

La première concerne « *l'établissement du programme pluriannuel de l'Union pour la collecte et la gestion de données biologiques, environnementales, techniques et socio-économiques dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture à partir de 2022* », où nous retrouvons, au chapitre 2.1, les variables nécessaires à la collecte concernant l'action ObsBio pour les **espèces et zones de gestion mentionnées** en annexe dans le tableau 1.

La seconde, intitulée « *Décision d'exécution (UE) 2021/1168 de la Commission du 27 avril 2021 établissant la liste des campagnes de recherche en mer obligatoires et les seuils dans le cadre du programme pluriannuel de l'Union pour la collecte et la gestion de données dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture, applicables à partir de 2022* », indique la liste des campagnes obligatoires en annexe, avec la zone de couverture, les espèces cibles et les seuils permettant de déroger à l'obligation d'échantillonner (e.g. <200t de capture, <10% des captures européennes, etc.).

L'évaluation de la qualité des données utilisées en entrée de modèles d'évaluation est une étape indispensable, notamment prise en charge par des groupes dédiés à la revue des données d'un stock avant les processus de benchmarks³ ('Data Compilation Workshop', DCW pour le CIEM). Ces processus, dans le cadre de l'évaluation des ressources marines, permettent la mise à jour des connaissances sur un stock au travers de l'ajout des dernières données acquises, ce qui peut, par exemple, redéfinir les limites géographiques du stock et/ou conduire à une modification des futurs appels à données sur le stock. En effet, les méthodes d'évaluation et les points de référence sont régulièrement ajustés pour assurer des estimations basées sur les connaissances les plus à jour et les plus complètes disponibles⁴.

² Informations sur les stocks du CIEM : <https://sid.ices.dk/Default.aspx> ; https://ices-library.figshare.com/articles/report/Advice_on_fishing_opportunities_2023_/22240624?file=45809676 ; https://ices-library.figshare.com/articles/report/ICES_technical_guidance_for_harvest_control_rules_and_stock_assessments_for_stocks_in_categories_2_and_3/19801564?file=47115517 ; (CGPM : <https://www.fao.org/gfcm/data/safs> ; <https://www.fao.org/gfcm/data/star/en/>)

³ https://ices-library.figshare.com/articles/report/ICES_Guidelines_for_Benchmarks/22316743

⁴ Exemple sur la morue : https://ices-library.figshare.com/articles/report/Benchmark_workshop_on_Northern_Shelf_cod_stocks_WKBCOD_/22591423 ; et annexes avec processus décisionnel d'évaluation d'écrite et validation : https://ices-library.figshare.com/articles/report/Stock_Annex_Cod_i_Gadus_morhua_i_in_Subarea_4_divisions_6_a_and_7_d_and_Subdivision_20_North_Sea_West_of_Scotland_eastern_English_Channel_Skagerrak_/22633843

La Commission Européenne demande aux groupes d'évaluation de stocks, en complément des avis de gestion⁵ qu'ils formulent, de remonter leurs recommandations concernant les stocks à suivre, les moyens associés à mettre en œuvre ainsi que les difficultés rencontrées concernant la transmission des données en provenance des États Membres, afin que tous ces éléments soient évalués par le Comité Scientifique, Technique et Économique des Pêches (CSTEP, organe consultatif de la Commission Européenne). Ces retours d'informations concernant les problèmes de transmission de donnée (Data Transmission Issues, DTI) peuvent concerner des manquements ou des retards dans l'envoi des données, ainsi que des problèmes de qualité intrinsèque et la récurrence de ces problèmes. Pour l'Ifremer, c'est la cellule CREDO⁶ (Coordination des REponses aux appels à DONnées) qui pilote la transmission des difficultés rencontrées et des réponses apportées, en complément des réponses aux appels à données.

Concrètement, chaque participant de ces groupes de travail peut initier une discussion et faire valider par le groupe ses besoins argumentés et/ou les problèmes concernant les données nécessaires, ce qui, en combinaison avec les DTIs, pourra ensuite servir de levier d'action.

⁵ Avis par espèces : <https://www.ices.dk/advice/Pages/Latest-Advice.aspx>

⁶ <https://manchemerdunord.ifremer.fr/Unite-Halieuistique/Plateformes-et-outils/Cellule-CREDO>

2 Identification des besoins

2.1 Processus global

L'identification des besoins est un processus itératif, réalisée à la fois à l'échelle nationale, européenne⁷ et supra-européenne, par grande région : mer du Nord et Arctique oriental, nord-est de l'Atlantique, Méditerranée et mer Noire, mer Baltique, régions ultrapériphériques et autres régions. En fonction des zones considérées, différents règlements peuvent s'appliquer.

Pour l'ensemble des zones de pêche, les États Membres sont tenus de respecter les réglementations européennes relatives à la collecte de données. Ces réglementations prennent en compte l'ensemble des recommandations faites par les Organisations Régionales de Gestion des Pêches (ORGP). Les priorités et les détails des futurs règlements européens d'application sont définis et proposés par le CSTEP, en fonction des recommandations formulées par les ORGP et des besoins pour les avis de gestion produits par le Conseil International pour l'Exploration de la Mer (CIEM) (Figure 1). La coordination et la transcription des actions de collecte sur le terrain dans le PTN sont organisés dans les groupes de Coordination régionaux (RCG) de la Commission Européenne. Dans ce cadre EU/RCG, deux journées de *liaison meetings* assurent chaque année la prise en compte pertinente des recommandations des ORGP au sein des règlements européens.



Figure 1 : Flux de travail (source : https://stecf.ec.europa.eu/index_en)

Il appartient ensuite à chaque État Membre d'intégrer à l'échelle nationale les décisions prises au niveau européen afin de répondre à ces obligations. Cela se fait dans le cadre EU/RCG, par consensus entre tous les Correspondants Nationaux de l'EU-MAP (European Union Multi-Annual Programme). Pour la France c'est la Direction Générale des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture (DGAMPA) qui joue ce rôle et qui supervise la rédaction du PTN avec tous les partenaires et la coordination nationale au sein de deux comités de pilotage annuels. De plus, une réglementation nationale peut venir compléter l'ensemble pour un État donné.

⁷ <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/119/les-relations-internationales-en-matiere-de-peche>

Au sein des ORGPs, le processus décisionnel a lieu en plénière avec la participation des différents pays contractants. Les principales ORGPs d'intérêt pour la France sont la Commission Générale des Pêches pour la Méditerranée (CGPM), la Commission des Thons de l'Océan Indien (CTOI), la Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique (CICTA) et la Commission des Pêches de l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO). En complément, deux autres ORGPs existent : la North-East Atlantic Fisheries Commission (NEAFC)⁸ et la commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR)⁹. Les pays européens contractants de ces ORGPs participent aux sessions plénières décisionnelles en tant que représentants de l'Union Européenne. Pour chacun des pays cette délégation est constituée d'experts scientifiques et administratifs. La participation aux ORGPs est coordonnée en France par la DGAMPA.

En conclusion, l'objectif est que toutes les **opérations de collecte identifiées dans le PTN doivent permettre aux États Membres** (dont la France) **de répondre à tous les appels à données et recommandations de collecte, issus des principaux utilisateurs finaux** (e.g. CIEM et ORGPs) élaborant des avis de gestion des pêches pour les zones qui les concernent.

2.2 Mise en œuvre opérationnelle

La mise en œuvre opérationnelle de l'identification des besoins est spécifique aux zones et ORGPs concernées.

CICTA. Pour les pêcheries déployées dans la zone de Convention de la CICTA, les directives, plutôt généralistes, recommandent aux pays contractant d'appliquer un système d'échantillonnage approprié de sorte à obtenir des données représentatives pouvant être extrapolées à l'ensemble de la pêcherie et les différentes stratégies sont précisées dans un manuel dédié¹⁰.

CGPM. Il est requis que toutes les données relatives aux pêcheries soient collectées et transmises par les Parties contractantes (États engagés) et les Parties non contractantes coopérantes (CPCs, États non signataires mais affectés) *via* un Cadre de Référence pour la Collecte de Données (DCRF). Un manuel DCRF, comparable au règlement DCF, définit de manière spécifique les besoins et règles pour ces deux ORGPs. Il guide les Parties contractantes et les CPCs¹¹ dans la mise en œuvre des processus de collecte et de soumission des données de pêche, de manière standardisée, *via* la plateforme en ligne du DCRF. Ce manuel est mis à jour et publié par le Secrétariat de la CGPM au moins une fois par an.

COPACO. L'approche est similaire à la CGPM avec un cadre de collecte défini par un document DCRF. La COPACO étant un organisme plus jeune que la CGPM, toute la mécanique de collecte et d'utilisation de la donnée est donc encore en développement.

CTOI. Les obligations de collecte diffèrent des autres ORGPs. En effet, l'obtention de mesures de tailles géo référencées et les directives d'échantillonnage requièrent un minimum d'un individu mesuré par

⁸ <https://www.neafc.org/page/27>

⁹ <https://www.ccamlr.org/fr>

¹⁰ <https://www.iccat.int/fr/iccatmanual.html#>

¹¹ <https://www.fao.org/gfcm/data/dcrf/fr/>

tonne capturée, pour une même flottille et espèce. Les échantillons collectés doivent également être représentatifs de toutes les périodes et zones¹².

CIEM. Le Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM) est une organisation intergouvernementale de sciences marines qui a pour mission de produire des avis de gestion pour atteindre les objectifs de conservation, de gestion et de durabilité en Atlantique Nord-Est (Zone 27). Le CIEM n'a pas le statut d'ORGP puisque la gestion des pêches, pour les États Membres, est décidée lors d'une réunion des ministres des pêches, après un long processus de consultation, au sein de l'Union Européenne.

Pour préciser les besoins de collecte, le CIEM recense dans l'annexe 1¹³ de son appel à données, les besoins des groupes de travail en termes de données attendues par stock et par pays.

Plus spécifiquement lié aux besoins du programme ObsBio, le Groupe de travail sur les Paramètres Biologiques (WGBIOP)¹⁴ du CIEM se consacre à la fourniture de données biologiques aux niveaux national et international pour les évaluations des stocks. Il couvre toutes les étapes, de l'amélioration méthodologique à l'analyse statistique. Les demandes des utilisateurs concernant la validation qualitative des paramètres biologiques tels que l'âge ou la maturité sont examinées, avec pour objectif d'identifier clairement les besoins et de les prioriser. De plus, il répertorie les faits marquants de l'année précédente en termes d'études, de publications, de progrès dans la qualité des données et de leur intégration dans la Regional DataBase and Estimation System (RDBES)¹⁵, par exemple.

3 Planification de la collecte au niveau national

En France, ce sont les services de la DGAMPA qui coordonnent la définition ainsi que la réalisation du PTN¹⁶, support de référence fixant les objectifs de la collecte de données à l'échelle nationale pour une durée spécifiée (actuellement 3 ans). Neuf **structures telles que l'Ifremer** sont sollicitées par la DGAMPA pour renseigner le PTN et le mettre en œuvre sur le territoire français.

Différentes thématiques relatives à l'halieutique sont concernées par le PTN et la collecte de données associée (économiques, efforts de pêche et débarquements, données biologiques). Les collectes respectives sont mises en œuvre en fonction des ressources humaines, techniques et financières disponibles pour répondre au mieux aux besoins identifiés.

Le PTN se compose de deux éléments essentiels : un fichier texte et un ensemble de tableurs. Dans le cadre de l'action ObsBio, le fichier texte intègre une section annexe 1.1 détaillant de manière exhaustive le processus complet de collecte et de traitement des données sur les paramètres

¹² <https://data.iotc.org/reference/latest/guidelines/>

¹³ [https://ices-library.figshare.com/articles/report/ICES Fisheries Data call 2024 for landings discards biological sample catch and effort data/25071005](https://ices-library.figshare.com/articles/report/ICES_Fisheries_Data_call_2024_for_landings_discards_biological_sample_catch_and_effort_data/25071005)

¹⁴ <https://www.ices.dk/community/groups/Pages/WGBIOP.aspx>

¹⁵ <https://www.ices.dk/data/data-portals/Pages/RDB-FishFrame.aspx>

¹⁶ https://dcf.ec.europa.eu/wps-and-ars/work-plans_en

biologiques, depuis leur acquisition jusqu'à leur bancarisation. En parallèle, les tableurs, notamment la table 2.2, répertorient tous les stocks soumis à un échantillonnage prévu à terre, avec des besoins de données précises, ainsi que les échantillonnages en campagne, réalisés de manière opportuniste.

Les chiffres planifiés sont généralement reconduits d'une année à l'autre, sauf si les utilisateurs finaux ou les problèmes de transmission de la donnée (DTI ¹⁷, reporté par l'outil DTMT) spécifient le contraire. Toutefois, des ajustements peuvent être nécessaires si les exigences législatives ne sont pas respectées. Par exemple, lorsque certains stocks dépassent le seuil de 200 tonnes, ou représentent au moins 10% du Total Admissible des Captures (TAC) ou encore 10% des débarquements par la flotte française (comme spécifié dans la table 2.1 du PTN), cela génère un besoin accru de données. Plus la contribution française est élevée dans les captures et débarquements, plus le besoin de les suivre est élevé.

Un seuil de 200 poissons pour un stock identifié est défini comme le minimum nécessaire pour que les données soient représentatives sur le plan statistique, bien que ce seuil puisse être ajusté en fonction du nombre de classes de tailles et/ou de classes d'âge. L'action ObsBio a pour mission d'assurer la contribution de l'Ifremer au PTN en suivant ces différents critères.

De plus, chaque État Membre a la possibilité d'intégrer de nouveaux objectifs en fonction de ses besoins, comme cela a été le cas avec le projet Accobiom sous demande et validation de la DGAMPA.

L'harmonisation entre le cadre réglementaire, tel qu'une espèce répertoriée dans le règlement DCF ou des débarquements significatifs effectués par un État Membre, et les besoins des utilisateurs finaux pour répondre aux enjeux de durabilité des ressources et de l'activité de pêche (pour les espèces commerciales) peut conduire à une demande d'ajustement du PTN afin de modifier les procédures de collecte. Une proposition d'inclusion/d'ajout/de retrait, argumenté par un besoin identifié au RCG et/ou dans un groupe de travail international, peut alors être élaborée pour le PTN. Cette proposition est examinée en premier lieu par la DGAMPA, puis validée, rejetée ou vérifiée par le CSTEP.

Une fois validé, le PTN sert de cadre et d'engagement pour la collecte de données sur la période définie¹⁸. **Tout écart significatif par rapport à ce plan devra être justifié dans le rapportage annuel¹⁹ et peut entraîner des sanctions. Il est donc nécessaire que les réflexions associées à l'écriture du PTN soient approfondies et pertinentes au regard des besoins des évaluateurs, de l'État (en tant que gestionnaire responsable des pêcheries) et des ressources dont l'Ifremer bénéficie pour mettre en œuvre les actions associées.**

En mai 2020, la Commission Européenne a lancé un appel à propositions pour renforcer la **coopération régionale** (internationale) dans le domaine de la collecte de données²⁰. Trois axes en sont ressortis :

- La production de Plans de Travail Régionaux (PTR) ;

¹⁷ Data Transmission and Monitoring Tool (DTMT) documents fournis par la DGAMPA à l'Ifremer chaque année : https://dcf.ec.europa.eu/dtmt_en

¹⁸ https://stecf.ec.europa.eu/reports/data-collection-framework-reports_en

¹⁹ https://dcf.ec.europa.eu/wps-and-ars/annual-reports_en?prefLang=fr

²⁰ <https://www.fisheries-rcg.eu/4-new-initiatives-for-strengthening-regional-cooperation-in-the-area-of-fisheries-data-collection/>

- Les questions d'administration et de coordination ;
- Le développement de bases de données régionales.

Dans cette perspective, le premier point aura un impact direct sur l'action ObsBio puisque le PTN devra se baser sur le PTR et qu'à ce jour, seule la planification de la collecte de contenu stomacal est intégrée à ce plan pour cette action. Il est à souligner que la coordination entre différents États Membres, impliquant au moins deux d'entre eux, peut être réalisée par la rédaction consensuelle d'un PTR *via* les Groupes de Coordination Régionale (RCG). Les paramètres biologiques ne sont actuellement pas considérés dans ces PTR et pourraient être intégrés suite à des discussions au sein des RCG.

En résumé : l'action ObsBio doit s'intégrer dans un cadre national, européen et international, formalisé au travers de plusieurs documents réglementaires (mentionnés ci-dessus) et détaillant notamment les obligations européennes à traduire au niveau national. Si un accord ou agrément structurant impliquant au moins deux États Membres est envisagé, cela peut se concrétiser au sein des RCG où les PTR sont élaborés, avant de laisser chaque État (et ses structures internes) répondre au cadre réglementaire (national et international). L'objectif final est toujours de répondre aux besoins des utilisateurs de ces données, de préférence formalisés au sein de groupes de travail européens ou d'ORGP afin d'assurer un consensus.

Il est à noter que la France étant elle-même un utilisateur final pour les activités de pêche dans sa propre ZEE, elle peut ajouter des actions de collecte nécessaires à ses propres besoins dans son PTN dès lors que cette collecte obéit aux règles générales de l'EU-MAP (e.g., suivi des recommandations pour une collecte de données récurrente dans les RUP issues du projet Accobiom).

